

non. Si ce que l'opuscule mentionne est vrai, il faudrait certes s'attaquer au problème sans délai. Le gouvernement devrait insituer des recherches immédiatement afin de déterminer l'étendue du danger, s'il en est, que présentent un bon nombre de substances qu'on soupçonne de causer des dommages permanents au sol et à l'eau, notamment les détergents, les pesticides et ainsi de suite. Le Conseil national de recherches s'occupe déjà de travaux de ce genre et il faudrait lui en commander beaucoup d'autres.

Sauf erreur, il y a quelques années, aux Nations Unies, le Canada s'occupait activement d'un projet visant à prélever des échantillons de retombées radioactives sur le sol, dans l'air, l'eau et les aliments de base, pour l'analyse. Nous avons même offert de procéder à l'échantillonnage pour tout pays qui le voudrait. Les installations nécessaires étaient prêtes. J'en suis certain, ces installations pourraient être rétablies pour qu'on procède à des analyses du sol, de l'eau et des aliments de base, de façon à déterminer quels dommages, s'il en est, causent les déchets de produits chimiques et de détergents. Je propose qu'un programme soit mis en œuvre immédiatement.

La même remarque s'applique à propos des Grands lacs. La pollution du lac Érié a fait couler bien de l'encre. Certaines descriptions sont quelque peu exagérées, mais il y a quelques jours à peine, mon collègue d'Halifax-Dartmouth et moi-même avons pris des renseignements à une station de recherche du lac Érié. On nous a dit que du côté de Longue-Pointe, l'eau est très potable, mais que du côté de la baie, les épreuves ne sont pas très satisfaisantes.

D'après les renseignements fournis par le centre de recherches à Burlington, les hommes de science ont conclu que les lacs Érié et Ontario pourront être épargnés si des mesures sont prises immédiatement. Le coût estimatif pour enrayer la pollution et contribuer à l'assainissement des lacs est de l'ordre de 2 milliards. Ce résultat pourra être obtenu si les travaux débutent dès maintenant et d'ici cinq ans, le lac Érié serait sauvé. Heureusement, le lac Ontario n'est pas en aussi piètre état que le lac Érié, mais si on retarde encore davantage, il sera peut-être impossible de sauver les deux lacs. Voilà les questions dont je voulais parler ce soir et comme je sais que d'autres députés veulent participer au débat, je termine là-dessus.

M. Len Marchand (Kamloops-Cariboo): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de prendre part au débat sur la pollution. C'est un sujet d'actualité dans le Canada tout entier, et qui a beaucoup d'importance pour ma cir-

conscription. La pollution est un problème dérouterant et sous bien des aspects, très frustrant. Du point de vue juridique, il est frustrant parce que les provinces et le gouvernement fédéral ont des pouvoirs respectifs, et on manque de coordination pour attaquer le problème. J'espère que le projet de loi sur les ressources hydrauliques au Canada nous apportera une nouvelle orientation fondamentale dans l'intérêt de tous les Canadiens. Les gens de ma circonscription se pencheront sur cette mesure avec beaucoup d'intérêt. Je ne parlerai pas du sujet en général, ce soir, mais plutôt d'un problème particulier à ma circonscription. Il s'agit du projet de détournement des eaux du réseau Shuswap-Thompson dans celui de l'Okanagan et de pollution de l'eau qui pourrait en être la conséquence.

C'est la grande question de l'heure dans la région de Shuswap-Thompson. Je n'y ai jamais vu tant d'animation. Mais voilà de quoi se réjouir car, trop souvent, la majorité se replie dans le silence et regarde, en spectateurs, une minorité tapageuse s'attaquer à une question importante. L'opinion publique a été alertée par un groupement qui s'appelle la Shuswap-Thompson River Research and Development Association. Je tiens à le féliciter de l'excellent travail qu'il a accompli jusqu'ici et de l'attitude très positive et très objective qu'il a adoptée sur la question du détournement des eaux.

Pour vous montrer l'intérêt que les gens manifestent à cet égard, je vous dirai que 15 groupements ont présenté des instances au comité permanent des pêches et des forêts quand il est passé dans la région de Salmon Arm et Kamloops, lors de sa tournée dans l'Ouest. Au dire de certains membres du comité, jamais ils n'avaient été témoins d'un tel intérêt de la part du public au sujet de la pollution de l'eau. Notre principale préoccupation n'est pas que notre région soit fortement polluée et que nous voulions entraver ce fléau. Au contraire, la région n'est pas polluée et nous voulons la conserver dans cet état. Le problème de la dérivation a débuté il y a quelques années, lorsque de nombreux habitants de l'Okanagan ont commencé à se rendre compte qu'ils auraient besoin de réserves d'eau plus considérables. Par la suite, le gouvernement de la Colombie-Britannique a fait préparer un rapport de l'ARDA, où l'on déclarait en substance qu'il était matériellement possible de dévier dans l'Okanagan l'eau du bassin Shuswap. Ce projet devait répondre aux besoins en eau actuels et futurs de la population de l'Okanagan. En outre, à cause de la pollution de l'Okanagan, on espérait qu'en augmentant le débit de la rivière on pourrait réduire la pollution dans une certaine mesure.